



Le Journal de LA HAUTE-MARNE LU POUR VOUS



Union Régionale CFE-CGC
Grand-Est

Front commun syndical pour défendre les services publics

Édition du 6 octobre 2017



Front commun syndical pour défendre les services publics

Ce n'était pas arrivé depuis dix ans dans les fonctions publiques : mardi 10 octobre, huit syndicats seront réunis pour manifester à Saint-Dizier, Chaumont et Joinville.

Macron a réussi à faire l'unité des syndicats contre lui. De mémoire de militants, voilà longtemps, en effet, qu'une intersyndicale n'avait été constituée pour défendre les fonctions publiques. Pour «*défendre la France au sens large*», résume Christophe Gallois (Interco CFDT), tant les services publics incarnent, aux yeux des syndicalistes, l'équité entre tous les citoyens. Mardi 10 octobre sera donc journée de mobilisation, en Haute-Marne comme ailleurs. Hier, Rachel Sugneau et Philippe Cousin (FO), Manuel Galland (CGT), Alfred Rejek (CFE-CGC), Jean-Claude Ancelin (Unsa) et Christophe Gallois se sont réunis pour expliquer les enjeux de cette journée d'action, à laquelle s'associent la FSU, la CFTC et Solidaires, autour d'un «*même mot d'ordre*», celui de «*défendre légitimement une autre vision du service public*».

Premier sujet de colère : le gel annoncé de la valeur du point d'indice. Après l'avoir subi de 2010 à 2015 inclus, puis une très légère augmentation de 0,6 % les deux années suivantes, les fonctionnaires sont remontés après l'annonce d'un nouveau coup d'arrêt à compter du 1^{er} jan-



Les représentants de l'intersyndicale ont rappelé les enjeux de cette journée d'action.

vier 2018. Et ce, alors qu'un accord avait été signé par le précédent gouvernement pour «*une augmentation de 2017 à 2020*», soulignent Manuel Galland et Jean-Claude Ancelin.

«**Gigantesque plan social**» Rachel Sugneau rappelle également la hausse de la CSG et le rétablissement de la journée de carence - quand dès «*le premier jour de l'arrêt maladie, le fonctionnaire se voit retirer un jour de salaire, alors que dans le privé, c'est après trois jours*». D'une façon générale, c'est la politique de service public mise en place avant même Emmanuel Macron

qui irrite. Et l'intersyndicale de dénoncer des maisons de services publics qui «*ne répondent pas aux besoins des usagers*», des horaires d'ouverture des administrations qui se réduisent, un recours conseillé à Internet compliqué dans un département ayant des zones blanches et à la population vieillissante («*même les jeunes se perdent sur les portails des sites*»), des systèmes de délivrance de titres d'identité qui ne fonctionnent pas ou mal (Alfred Rejek peut en témoigner au niveau des passeports)... Ces plans successifs de réduction des effectifs

(encore 120 000 selon les syndicats), «*c'est un gigantesque plan social*», explique Jean-Claude Ancelin. «*En Haute-Marne, les effectifs des finances sont passés de 500 à 290 en dix ans*», précise Rachel Sugneau.

Face à cette situation, l'intersyndicale appelle donc à la mobilisation, des agents comme des usagers. Mardi, la journée d'action commencera à 8 h, devant l'hôpital de Saint-Dizier, puis des rassemblements interviendront à partir de 12 h devant la préfecture à Chaumont et l'hôpital de Joinville (jusqu'à 15 h).

L. F.



Union régionale CFE-CGC Grand-Est
1 rue Sédillot - 67000 Strasbourg
www.facebook.com/urcfcgcest

<http://www.cfecgcgrandest.fr>

www.cfecgc.org

